Modèle de lettre modifiable

NOM Prénom

Adresse

Date

Objet. Alerte sur la situation de l’Université Clermont Auvergne

Madame la député X…….

Monsieur le député X……

Je souhaite vous alerter par la présente lettre sur la situation des universités françaises en général et sur celle de l’Université Clermont Auvergne en particulier. Cette situation n’a jamais été aussi préoccupante en ce début d’année 2025.

Le mouvement social « Universités en danger » initié par les présidents et les présidentes d’universités françaises en décembre dernier a mis en lumière la situation grave dans laquelle se trouve aujourd’hui l’Enseignement supérieur et la Recherche (ESR). 60 universités sur 73 ont terminé l’exercice 2024 en déficit. À Clermont-Ferrand, l’université sera en déficit pour la troisième année consécutive en 2025. Son budget 2025 est d’ores et déjà annoncé déficitaire à hauteur de 33,9 millions € et son fonds de roulement ne sera plus que de 12,9 millions € à la fin de l’année alors qu’il était encore de 82 millions € il y a trois ans. Pour faire face à cette situation grave, l’Université Clermont Auvergne procède depuis deux ans à la suppression de milliers d’heures d’enseignement dans toutes les formations et a supprimé des dizaines de postes de contractuels parmi les membres du personnel enseignant, technique et administratif, pourtant indispensables à son fonctionnement. Les conditions d’accueil des étudiants et d’enseignement sont aujourd’hui considérablement dégradées.

Depuis 2008 et l’adoption de la LRU (loi d’autonomie des universités), l’État fait le choix d’asphyxier budgétairement les universités en les sous-finançant, en ne compensant plus les transferts de charge et en les mettant en concurrence. En choisissant de puiser 1 milliard € dans les fonds de roulement des universités en 2024 et en baissant de 729 millions € supplémentaires le budget de l’enseignement supérieur et de la recherche en 2025, le gouvernement a fait le choix de sacrifier l’ensemble des universités sur l’autel de l’austérité budgétaire. L’université est ainsi délibérément mise à mal. Le gouvernement hypothèque directement un service public de qualité durable et notre capacité à répondre aux crises majeures du temps, politique, sanitaire ou environnementale.

La destruction de l’université engagée pourrait avoir une première conséquence à la prochaine rentrée universitaire : l’augmentation des frais d’inscription à l’université de tous les étudiants entre 1000€ et 2000€ par an (au lieu de 175€/an en Licence et de 250€/an en master actuellement). C’est donc un choc social sans précédent qui est annoncé : la sélection sera définitivement installée, des milliers d’étudiants devront s’endetter pour étudier ou bien renoncer aux études et être ainsi exclus de l’enseignement supérieur.

Je vous demande, Monsieur/Madame X……………., en tant qu’élu/élue de la Nation de vous saisir immédiatement de ce sujet, de prendre position fermement contre la destruction en cours de l’université et de tout mettre en œuvre pour un changement de cap immédiat. Il en va de l’avenir de la formation de notre jeunesse et de notre pays tout entier en réalité.

*Vous pouvez ici insérer un passage libre…………………………………………………………………..*

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, mes sentiments républicains les meilleurs.